

§ 12. L'article 2 de la loi du 4 juin 1997 modifiant l'article 104, 8°, du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de protéger le patrimoine culturel immobilier, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1998.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat,
Le Ministre de la Justice
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) Références parlementaires :

Documents de la Chambre des représentants :

- 1949 -98/99 :
- N° 1 : Projet de loi.
- N°s 2 et 3 : Amendements.
- N° 4 : Avis du Conseil d'Etat.
- N°s 5 à 7 : Amendements.
- N° 8 : Rapport.
- N° 9 : Texte adopté par la commission.
- N° 10 : Amendements.
- N° 11 : Articles adoptés en séance plénière.
- N° 12 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales de la Chambre : 30 mars, 1^{er} et 22 avril 1999.

Documents du Sénat.

1-1398 - 1998/1999

- N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

- N° 2 : Amendements.
- N° 3 : Rapport.
- N° 4 : Texte adopté par la commission.
- N° 5 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 30 avril 1999.

§ 12. Artikel 2 van de wet van 4 juni 1997 tot wijziging van artikel 104, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met het oog op de bescherming van het onroerend cultureel erfgoed, treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 1998.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) Parlementaire verwijzingen.

Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

- 1949 -98/99 :
- Nr. 1 : Wetsontwerp.
- Nrs. 2 en 3 : Amendementen.
- Nr. 4 : Advies van de Raad van State.
- Nrs. 5 tot 7 : Amendementen.
- Nr. 8 : Verslag.
- Nr. 9 : Tekst aangenomen door de commissie
- Nr. 10 : Amendementen.
- Nr. 11 : Artikelen aangenomen in de plenaire vergadering.
- Nr. 12 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen van de Kamer : 30 maart, 1 en 22 april 1999.

Gedr. St. van de Senaat :

1-1398 -1998/1999 :

- Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.
 - Nr. 2 : Amendementen.
 - Nr. 3 : Verslag.
 - Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.
 - Nr. 5 : Beslissing om niet te amenderen.
- Handelingen van de Senaat : 30 april 1999.

F. 99 — 1759

[99/22531]

13 MAI 1999. — Loi concernant le calcul de la pension de retraite du personnel enseignant et directeur de l'enseignement gardien et primaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 82 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, est complété par les alinéas suivants :

« Si des années de services prestées en qualité de membre du personnel directeur ou enseignant des établissements, écoles et sections de l'enseignement primaire et gardien sont prises en compte à raison d'1/50e, la pension est limitée au montant qu'elle aurait atteint si ces années de services avant été prises en compte à raison d'1/55e et si, en outre, les traitements servant de base pour l'établissement de la pension avaient été augmentés d'un montant égal à la différence entre, d'une part, le traitement que l'intéressé aurait obtenu dans l'échelle de professeur de l'enseignement secondaire du degré inférieur et, d'autre part, le traitement qu'il a ou aurait obtenu dans l'échelle d'instituteur primaire ou gardien selon le cas. La différence définie ci-avant n'est ajoutée qu'aux seuls traitements obtenus en qualité de membre du personnel de l'enseignement primaire ou gardien qui sont pris en compte pour l'établissement de la pension.

N. 99 — 1759

[99/22531]

13 MEI 1999. — Wet betreffende de berekening van het rustpensioen van het onderwijzend en bestuurspersoneel van het kleuter- en lager onderwijs (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 82 van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Indien jaren dienst gepresteerd als lid van het bestuurs- of onderwijzend personeel van de instellingen, scholen en afdelingen van het lager en kleuteronderwijs aangerekend worden naar rata van 1/50, wordt het pensioen beperkt tot het bedrag dat het zou bereikt hebben indien deze jaren dienst aangerekend werden naar rata van 1/55 en indien bovendien de wedden die tot grondslag dienen voor de vaststelling van het pensioen, waren verhoogd met een bedrag gelijk aan het verschil tussen enerzijds, de wedde die betrokkene zou bekomen hebben in de weddeschaal van leraar van het secundair onderwijs van de lagere graad en anderzijds, de wedde die hij heeft of zou hebben bekomen in, naargelang het geval, de weddeschaal van onderwijzer of van kleuteronderwijzer. Het hiervoor bepaalde verschil wordt uitsluitend toegevoegd aan de als personeelslid van het lager of kleuteronderwijs bekomen wedden die in aanmerking worden genomen voor de vaststelling van het pensioen.

Pour les pensions de retraite qui sont limitées en vertu de l'alinéa 2, le pourcentage prévu à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, est établi en remplaçant le maximum de traitement afférent au dernier grade de l'ancien agent par ce maximum augmenté de la différence entre le maximum de l'échelle de traitement de professeur de l'enseignement secondaire du degré inférieur et le maximum de l'échelle de traitement d'instituteur primaire ou gardien selon le cas. Le présent alinéa ne s'applique que si le dernier grade de l'ancien agent est un grade spécifique au personnel directeur ou enseignant des établissements, écoles et sections de l'enseignement primaire et gardien. ».

Art. 3. Par dérogation à l'article 12, § 1^{er}, de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, les pensions de retraite qui sont en cours à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent article, ainsi que les pensions de retraite qui ont pris cours après cette date et qui n'ont pas été limitées conformément à l'alinéa 2 de l'article 82 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, ne sont révisées que dans la limite prévue par cette dernière disposition lorsque des augmentations de rémunérations sont accordées à des membres du personnel directeur ou enseignant des établissements, écoles et sections de l'enseignement primaire et gardien, en vue d'aligner, en tout ou en partie, le maximum du traitement de l'instituteur primaire ou gardien sur le maximum du traitement de professeur de l'enseignement secondaire du degré inférieur.

Si des pensions de retraite n'ont pas été révisées ou ne l'ont été que partiellement en application de l'alinéa 1^{er}, un nouveau pourcentage est pris en compte pour les révisions de pensions qui interviendront postérieurement à la suite d'augmentations de rémunérations autres que celles définies à cet alinéa. Ce nouveau pourcentage est égal au rapport entre d'une part, le taux de la pension non révisée ou partiellement révisée et d'autre part, le nouveau maximum barémique tel qu'il est défini à l'article 82, alinéa 3, de la loi du 20 juillet 1991 précitée.

Art. 4. Par dérogation à l'article 82, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1991 précitée, pour les membres du personnel de l'enseignement qui seront mis à la retraite au cours de la période de 8 ans qui débute à la date de l'entrée en vigueur résultant de l'article 6, la pension ne peut pas être inférieure à celle que l'intéressé aurait obtenue si la pension avait pris cours la veille de la date d'entrée en vigueur résultant de l'article 6. La présente disposition n'est pas applicable aux bénéficiaires d'une pension différée accordée en application de l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Pour les pensions visées à l'alinéa 1^{er}, le pourcentage prévu à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 9 juillet 1969 précitée est établi en remplaçant le maximum de traitement afférent au dernier grade de l'ancien agent par ce maximum augmenté de la différence entre le maximum de l'échelle de traitement de professeur de l'enseignement secondaire du degré inférieur et le maximum de l'échelle de traitement d'instituteur primaire ou gardien selon le cas.

Art. 5. Pour les pensions prenant cours à partir de la date d'entrée en vigueur résultant de l'article 6 et par dérogation à l'article 2, § 2, 2^o de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômés en matière de pensions des membres de l'enseignement, dès que la pension est limitée conformément à l'article 82, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, la bonification liée au diplôme d'instituteur gardien obtenu après le 1^{er} janvier 1961 ne peut être inférieure à deux ans. Cette disposition s'applique à la date de prise de cours de la pension ou lors d'une péréquation ultérieure.

Art. 6. Les articles 2 à 5 entrent en vigueur :

— pour l'enseignement primaire, à partir de la date à laquelle, dans la Communauté concernée, la différence définie à l'article 82, alinéa 3, de la loi du 20 juillet 1991 précitée sera, pour l'instituteur primaire, ramenée à un montant inférieur à 100 000 francs par an à l'indice-pivot 138,01;

Voor de rustpensioenen die beperkt worden krachtens het tweede lid, wordt het in artikel 12, § 1, derde lid, van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, bepaalde percentage vastgesteld door het maximum van de wedde die verbonden is aan de laatste graad van het gewezen personeelslid te vervangen door dit maximum, verhoogd met het verschil tussen het maximum van de weddeschaal van leraar van het secundair onderwijs van de lagere graad en, naargelang het geval, het maximum van de weddeschaal van onderwijzer of van kleuteronderwijzer. Dit lid is enkel toepasselijk indien de laatste graad van het gewezen personeelslid een graad is die eigen is aan het bestuurs- of onderwijzend personeel van de instellingen, scholen en afdelingen van het lager en kleuteronderwijs. ».

Art. 3. In afwijking van artikel 12, § 1, van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, worden de op de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit artikel lopende rustpensioenen, alsook de rustpensioenen die ingingen na die datum en die niet beperkt werden overeenkomstig artikel 82, tweede lid, van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, enkel herzien ten belope van de bij deze laatste bepaling vastgestelde grens, wanneer weddeverhogingen worden toegekend aan leden van het bestuurs- of onderwijzend personeel van de instellingen, scholen en afdelingen van het lager en kleuteronderwijs met het oog op een gehele of gedeeltelijke gelijkschakeling van het maximum van de wedde van onderwijzer of van kleuteronderwijzer met het maximum van de wedde van leraar van het secundair onderwijs van de lagere graad.

Indien rustpensioenen niet of enkel gedeeltelijk werden herzien met toepassing van het eerste lid, wordt een nieuw percentage in aanmerking genomen voor de pensioenherzieningen die later zullen doorgevoerd worden als gevolg van andere weddeverhogingen dan die bepaald in dat lid. Dit nieuwe percentage is gelijk aan de verhouding tussen enerzijds, het bedrag van het niet of het gedeeltelijk herziene pensioen en anderzijds, het nieuwe maximum van de weddeschaal zoals bepaald in artikel 82, derde lid, van voormelde wet van 20 juli 1991.

Art. 4. In afwijking van artikel 82, tweede lid, van voormelde wet van 20 juli 1991 mag, voor de personeelsleden van het onderwijs die op rust zullen gesteld worden gedurende de periode van 8 jaar die aanvangt op de datum van inwerkingtreding die voortvloeit uit artikel 6, het pensioen niet lager zijn dan datgene dat betrokkene zou bekomen hebben indien het pensioen was ingegaan de dag vóór de inwerkingtreding die voortvloeit uit artikel 6. Deze bepaling is niet toepasselijk op de begunstigden van een uitgesteld pensioen toegekend met toepassing van artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregeling.

Voor de in het eerste lid bedoelde pensioenen wordt het in artikel 12, § 1, derde lid, van voormelde wet van 9 juli 1969 bepaalde percentage vastgesteld door het maximum van de wedde die verbonden is aan de laatste graad van het gewezen personeelslid te vervangen door dit maximum, verhoogd met het verschil tussen het maximum van de weddeschaal van leraar van het secundair onderwijs van de lagere graad en, naargelang het geval, het maximum van de weddeschaal van onderwijzer of van kleuteronderwijzer.

Art. 5. Voor de pensioenen die ingaan vanaf de datum van inwerkingtreding die voortvloeit uit artikel 6 en in afwijking van artikel 2, § 2, 2^o van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs, mag de bonificatie verbonden aan het diploma van kleuteronderwijzer behaald na 1 januari 1961, zodra het pensioen beperkt wordt overeenkomstig artikel 82, tweede lid, van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, niet lager zijn dan twee jaar. Deze bepaling is van toepassing hetzij op de ingangsdatum van het pensioen, hetzij bij een latere péréquatie.

Art. 6. De artikelen 2 tot en met 5 treden in werking :

— voor het lager onderwijs, vanaf de datum waarop, in de betrokken Gemeenschap, het verschil bepaald in artikel 82, derde lid, van voormelde wet van 20 juli 1991, voor een onderwijzer zal zijn teruggebracht tot een bedrag dat kleiner is dan 100 000 frank per jaar bij het spilindexcijfer 138,01;

— pour l'enseignement gardien, à partir de la date à laquelle, dans la Communauté concernée, la différence définie à l'article 82, alinéa 3, précité sera, pour l'instituteur gardien, ramenée à un montant inférieur à 100 000 francs par an à l'indice-pivot 138,01.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Scellé du sceau d'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

Chambre des représentants de Belgique

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Voir :

2092-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3. Texte adopté par la commission.

N° 4. Rapport.

82-1995 (S.E.) :

N° 46. Décisions de la commission parlementaire de concertation.

Annales de la Chambre des représentants : 21 et 22 avril 1999.

Sénat de Belgique :

Session de 1998-1999

Voir :

Documents de la Chambre des représentants :

2092-98/99 :

N° 1. Projet de loi .

N° 2. Amendements.

N° 3. Texte adopté par la commission.

N° 4. Rapport.

N° 5. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales de la Chambre : 21 et 22 avril 1999.

Document du Sénat :

1-1392-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

— voor het kleuteronderwijs, vanaf de datum waarop, in de betrokken Gemeenschap, het verschil bepaald in voormeld artikel 82, derde lid, voor een kleuteronderwijzer zal zijn teruggebracht tot een bedrag dat kleiner is dan 100 000 frank per jaar bij het spilindexcijfer 138,01.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

Met 's Lands zegel gezegeld;

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

(1) *Gewone zitting 1998-1999*

Zie :

2092-98/99

Nr. 1. Wetsontwerp

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 4. Verslag.

82-1995 (B.Z.) :

Nr. 46. Beslissingen van de parlementaire overleg commissie.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 21 en 22 april 1999.

Belgische Senaat :

Zitting 1998-1999

Zie :

Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

2092-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 4. Verslag.

Nr. 5. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen van de Kamer : 21 en 22 april 1999.

Gedr. St. van de Senaat :

1-1392-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

F. 99 — 1760

[C - 99/03322]

5 MAI 1999. — Arrêté ministériel n° 21 réglant les modalités d'application des rubriques XXIIIbis et XXXV du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (1)

Le Ministre des Finances,

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 37, modifié par la loi du 28 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, notamment l'article 1^{er}, 1°, modifié par les arrêtés royaux du 21 décembre 1993 et du 20 octobre 1995;

Vu le tableau A de l'annexe à cet arrêté royal n° 20, notamment les rubriques XXIIIbis et XXXV, insérées par la loi du 4 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

N. 99 — 1760

[C - 99/03322]

5 MEI 1999. — Ministerieel besluit nr. 21 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van de rubrieken XXIIIbis en XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven (1)

De Minister van Financiën,

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 37, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, inzonderheid op artikel 1, 1°, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 december 1993 en 20 oktober 1995;

Gelet op tabel A van de bijlage bij dit koninklijk besluit nr. 20, inzonderheid op de rubrieken XXIIIbis en XXXV, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;